



1. EDITORIAL

(par David Eckstein et Lisa Junghans)

Rarement le Fonds d'adaptation (FA) n'a retenu autant d'attention lors du Sommet sur le Climat à Varsovie l'année dernière, lorsque les pays industrialisés ont alloué des ressources financières supplémentaires lors des phases finales de la conférence, permettant au FA d'atteindre son objectif de levée de fonds de 100 millions \$ US. Toutefois, dans le sillage de la conférence l'attention s'est estompée à nouveau tout aussi rapidement. Après Varsovie, les choses ont été plutôt calmes autour du FA, qui doit maintenant chercher à obtenir de nouveaux engagements pour les prochaines années au titre du Fonds Vert pour le Climat (FVC) qui est en train de devenir progressivement fonctionnel.



Actuellement, nous sommes loin de pouvoir parler d'un redressement durable du Fonds à ce stade. Même après les promesses de Varsovie, il n'a pas été possible de financer tous les projets

du FA qui devait être mis en œuvre par les institutions multilatérales. Dans certains cas, les projets sont en attente de financement depuis plus d'un an. Il s'agit notamment de deux projets dans les pays les plus vulnérables du monde.

La situation financière du FA demeure donc précaire. Les recettes tirées de la vente de crédits de carbone restent négligeables en raison des objectifs inappropriés de protection du climat fixés par les Etats membres du Protocole de Kyoto, et par conséquent les engagements financiers des gouvernements sont nécessaires pour garantir le fonctionnement du Fonds d'adaptation. En attendant la capitalisation imminente du Fonds Vert pour le Climat (FVC) et l'attention qui sera ainsi portée sur le nouveau fonds multilatéral, il semble qu'il n'y ait aucun espoir pour que le FA atteigne son objectif de collecte de 80.000.000 \$ pour cette année. Mais sur ce point particulier – le FA a enregistré d'autres succès à son crédit alors que le FVC est encore loin de pouvoir financer des projets concrets d'adaptation – la communauté internationale doit donner des gages que le FA peut poursuivre son travail crucial au-delà de 2014.

2. Mise à niveau de la 24e Rencontre du CFA

(par David Eckstein et Marisa Heenen)

Les 9 et 10 Octobre 2014, le Conseil du Fonds d'Adaptation (CFA) s'est réuni à Bonn, en Allemagne pour sa 24e rencontre. Les 32 membres du Conseil du Fonds d'Adaptation se sont une fois de plus réunis pour statuer sur des sujets tels que le financement de nouveaux projets et programmes concrets d'adaptation dans les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables aux impacts des changements climatiques.

La réunion était inhabituelle sur un aspect: Pour la première fois dans l'histoire du Fonds, aucun projet n'a été soumis par les institutions multilatérales habituelles au nom des pays. En lieu et place, 12 des 13 demandes de projets au cours de cette réunion ont été présentées par les pays en développement qui vont utiliser leurs propres institutions nationales, appelées entités nationales de mise en œuvre (ENM) pour exécuter les projets et les programmes sur le terrain et porter la responsabilité de leur mise en œuvre appropriée.

Comme d'habitude, le Conseil a pris des décisions sur l'accréditation des ENM et l'approbation des projets: Le Panel chargé de l'accréditation a conclu à l'examen d'une demande d'une entité régionale de mise en œuvre (ERM), cependant il a décidé de ne pas la recommander au Conseil. Néanmoins, dans la période de l'intersession entre la 23e et 24e Réunion du CFA, la Fondation de Recherche sur le Désert de Namibie a reçu son accréditation, portant ainsi le nombre d'entités de mise en œuvre accréditées à 32 (17 ENM, 4 ERM et 11 Entités Multilatérales de Mise en œuvre (EMM)).

En outre 13 propositions de projets ont été soumises au secrétariat: 4 concepts de projet et 9 propositions de projets entièrement développés. Un concept de projet soumis par l'ENM de l'Agence de Coopération Internationale du Chili a été approuvé par le Conseil, encourageant ainsi l'ENM à élaborer une proposition entièrement

Sommaire

1. EDITORIAL	1
2. Mise à niveau de la 24e Rencontre des CFA	1
Faits et Chiffres du Fonds d'Adaptation	2
3. Les ENM en Afrique	3
4. Quelques Histoires (Afrique du Sud, Jamaïque)	3
5. Une présentation des trois nouveaux partenaires du Réseau des ONG membres du Fonds d'Adaptation (Jordanie, Bénin, Rwanda)	5



Un participant à l'Atelier sur le Hub Régional au Honduras explique le projet d'adaptation.

développée. En outre, le Conseil a approuvé six propositions entièrement développées: deux de l'Inde, deux d'Afrique du Sud, une du Costa Rica et une du Kenya, portant le nombre de projets des ENM à 11.

Au cours de la période de l'intersession le CFA a approuvé une proposition de projet de Belize, qui avait été présentée par la Banque Mondiale et qui est en attente auprès de l'EMM. Les projets de l'EMM actuellement en attente sont au nombre de 4 déjà approuvés: Ghana (PNUD), Mali (PNUD), Népal (PAM) et Indonésie (PAM), ils requièrent un total de 32,35 millions USD.

Lors de la réunion du CFA les membres ont également discuté des projets et programmes régionaux et ont décidé d'initier des mesures de lancement d'un programme pilote sur les projets régionaux, ne dépassant pas 30 millions de dollars. Pour ce programme, les ERM et les EMM qui auront noué un partenariat avec les ENM seront éligibles. En outre, le Conseil a adopté une politique de tolérance zéro pour la corruption qui a été élaborée par le Comité d'Éthique et des Finances.

En ce qui concerne la situation financière du Fonds d'Adaptation Spécial affecté (au 30 Septembre 2014), 404 120 000 USD avaient été reçus grâce à une partie des recettes tirées de la vente des RCE et des contributions des pays donateurs. Prendre en compte les décisions de financement cumulé des projets et programmes des EMM et ENM assure une disponibilité totale des fonds pour appuyer d'autres décisions de financement à environ 117,5 millions USD.

En outre, on a donné aux organisations de la société civile l'opportunité de s'engager avec le CFA pour soulever les préoccupations concernant le travail du Fonds d'adaptation. En outre, le Réseau des ONG membres du FA fourni au Conseil des informations sur l'état de mise en œuvre des projets du FA en Tanzanie, au Honduras, au Cambodge et au Sénégal. Le Conseil a fixé une date provisoire pour sa prochaine réunion, qui est prévue du 7-10 Avril, 2015.

Faits et Chiffres du Fonds d'Adaptation

Niveau du projet		
Projets complets approuvés	41	Myanmar, Seychelles, Cuba, Ouzbékistan, Rwanda, Guatemala, Argentine, Sri Lanka, Cambodge, Colombie, Djibouti, Egypte, Jamaïque, Liban, Mauritanie, Papouasie Nouvelle Guinée, Géorgie, Tanzanie, Iles Cook, Uruguay, Samoa, Madagascar, Maurice, Mongolie, Maldives, Turkménistan, Equateur, Erythrée, Iles Solomon, Nicaragua, Pakistan, Sénégal, Honduras, Belize, Inde, Afrique du Sud, Costa Rica, Kenya
Décisions de Financement (projet complet)	259 millions \$ US	

Entités de mise en œuvre (EM) accréditées

(E N) : Accès Direct	17	Jamaïque, Sénégal, Uruguay, Benin, Afrique du Sud, Belize, Jordanie, Rwanda, Kenya, Mexique, Argentine, Inde, Chile, Costa Rica, Maroc, Pérou, Namibie
Multilatérale	11	ADB, IDB, FIDA, PNUD, PNUE, PAM, Banque Mondiale, OMM, BAD, UNESCO, BERD
Régionale	4	Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), Secrétariat du Programme Régional Océanien de l'Environnement

Ressources du Fonds d'Affectation Spéciale du FA (à partir du 30 Septembre 2014)

Obtenu grâce à la vente des RCE	190,4 millions USD
Contributions volontaires des pays développés	213,7 millions USD

Décisions de Financement	Total
Décisions de financement pour les ENM	43,1 millions \$ US
Financement disponible pour les ENM	142,99 millions \$ US
Décisions de financement pour les EMM	6 millions \$ US
Financement disponible pour les EMM	7,71 millions \$ US

MIE Projets des EMM en attente	EMM
Ghana	PNUD
Mali	PNUD
Népal	PAM
Indonésie	PAM

3. Les ENM d'Afrique

(par Laura Schäfer)

Germanwatch met actuellement en œuvre le projet du «Fonds d'adaptation des ENM d'Afrique: « Visions indépendantes » en collaboration avec le CDKN (Réseau de Connaissances Climat et Développement). Les Entités Nationales de Mise en œuvre (ENM) sont déterminantes en ce sens qu'elles permettent aux gouvernements d'accéder aux financements climatiques, leur donnant ainsi l'opportunité de mettre en œuvre des projets d'adaptation qui facilitent le développement respectueux du climat. Les pays en développement ne peuvent accéder au fonds d'adaptation que par l'intermédiaire des entités de mise en œuvre multilatérales, régionales ou nationales accréditées. La capacité de développement des ENM et la programmation des projets sont limitées à l'heure actuelle et il est essentiel que les capacités des gouvernements en Afrique pour faciliter ce processus soient renforcées.

Les recherches menées par Germanwatch et les partenaires du Réseau des ONG membres du Fonds d'adaptation ont pour objectif d'évaluer les défis communs des entités accréditées, d'identifier les cas de réussite de chaque pays, de discuter des voies d'accès alternatives et de donner un statut aux fonds domestiques en Afrique et de fournir une vision par rapport aux futurs financements pour la lutte contre les changements climatiques, y compris le Fonds vert pour le climat. Pour capitaliser les leçons apprises du processus et de la mise en œuvre de l'accréditation, une recherche a été entreprise en appliquant une combinaison de méthodes scientifiques

qualitatives, en utilisant principalement les interviews comme outil de recherche. Dans une première étape, une recherche documentaire sur l'accès direct a été menée. La recherche documentaire ainsi que les interviews des experts avec le Secrétariat du Fonds d'Adaptation ont contribué à l'élaboration d'un guide de questionnaire. Le questionnaire a été testé lors d'une mission au Bénin du 5 au 6 mai 2014. Dans une deuxième étape, le questionnaire a été utilisé dans un processus de recherche nationale sur le terrain pour mener des interviews structurées profondes. Les interviews ont été menées par les organisations partenaires nationales (les membres africains du Réseau des ONG partenaires du FA (APN-Network), ou par Germanwatch lui-même. Le processus a permis de recueillir les avis des acteurs concernés (les représentants des entités de mise en œuvre respectives, les ministères de l'environnement et des finances, l'Autorité désignée, ainsi que la société civile et les parties prenantes dans la zone du projet) sur les défis et les bonnes pratiques autour de tous les aspects de l'accréditation des entités de mise en œuvre, la conception et la mise en œuvre du projet. Les premiers résultats ont été présentés en Juillet lors du « Premier Atelier des ENM Africaines » à Nairobi, au Kenya. Germanwatch est en train de finaliser actuellement le rapport de recherche «Apprendre des modalités d'accès direct en Afrique » ainsi que les documents de politiques connexes, tous doivent être publiés avant la CdP 20 à Lima.



Les paysans du district de Namakwa (Afrique du Sud) ont toujours eu des idées innovantes lorsqu'ils font face à des variabilités extrêmes du climat. La petite Subvention permettra de prendre plus de mesures d'adaptation sur le terrain à travers un mécanisme d'accès direct amélioré. (Photo: Bettina Koelle)

4. Quelques Histoires

L'Afrique du Sud – Un pionnier du financement de l'accès direct amélioré dans son pays

(par Bettina Koelle)

En Afrique du Sud un projet financé par le Fonds d'adaptation est en train de piloter le financement de l'accès direct amélioré grâce à une petite subvention au niveau local. Mis en œuvre par SANBI (l'Entité nationale de mise en œuvre en Afrique du Sud), le projet vise à soutenir des projets efficaces d'adaptation locales dans deux municipalités de district pilotes (municipalités des districts de Namakwa et Mopani). Ce projet a été approuvé par le Conseil du Fonds d'Adaptation en Octobre 2014 et sera mis en œuvre au cours des 4 prochaines années. Une forte composante d'apprentissage vise à assurer que le projet peut élaborer dans le futur un mécanisme national d'accès direct amélioré. Ce projet étudiera les moyens appropriés pour offrir des possibilités d'adaptation transformationnelle efficace au niveau local et la promotion de l'agence locale.

Le financement accordé est de 2.442.682 dollars US et il est affecté aux éléments suivants:

Les éléments suivants forment une partie du projet:

1. Les petites subventions – petites subventions affectées aux communautés vulnérables pour offrir des avantages tangibles et durables
2. Le renforcement des capacités institutionnelles – Les capacités des institutions locales renforcées pour identifier et mettre en œuvre des mesures d'adaptation
3. Les leçons apprises – Leçons apprises pour faciliter le changement d'échelle futur et la réplique des approches de financement de petites subventions.

La composante la plus importante est celle des petites subventions, qui consiste à investir dans 12 à 16 petites subventions pour mettre en œuvre au plan local des projets d'adaptation aux changements climatiques dans les municipalités de Mopani et Namakwa, d'un montant d'environ 100.000 dollars US chacun.

Jamaïque – Six mois d'impasse contrecarrent le projet du FA de la Jamaïque

(par Petre Williams-Raynor)

Une composante du projet du Fonds pour l'adaptation (FA) de la Jamaïque a atteint une impasse après l'opposition justifiée d'un groupe d'acteurs composé d'hôteliers et d'hommes d'affaires à Négril, Westmorland. Depuis Avril 2014, le groupe a enregistré une opposition farouche au projet d'érection de digues permanentes à Négril, en vue de lutter contre l'érosion de la plage dans la station balnéaire touristique de la ville. L'entité nationale de mise en œuvre (ENM) – l'Institut de planification de la Jamaïque (PIOJ) – a procédé à une série de consultations publiques et de dialogues communautaires avec les collectivités, y compris l'implication des hauts fonctionnaires du gouvernement dans les discussions. Cependant, cela a eu peu d'impact, parce que les résidents insistent plus sur les options d'ingénierie plus douces, notamment le rechargement des plages, qui devraient être explorées en premier. Avec un coût de 5,4 millions de dollars US, les digues sont la composante la plus coûteuse du projet intitulé «Renforcement de la résilience du secteur agricole et des zones côtières pour protéger les moyens de subsistance et améliorer la sécurité alimentaire». Pendant que le PIOJ procédait aux consultations initiales à Négril durant la phase de développement du projet, il est clair que l'absence de dialogue permanent avec la ville de Négril a eu un impact négatif sur le projet.



Quelques petits exploitants à Namakwa s'engagent déjà dans des actions d'adaptation en surveillant les conditions météorologiques et les prévisions saisonnières. La petite subvention peut aider à mettre en pratique certaines idées d'adaptation. (Photo: Bettina Koelle)



Les participants à l'Atelier sur le Hub Régional en Jamaïque visitant le Projet du Fonds d'Adaptation à Negril, où une digue sera construite pour réduire l'érosion côtière. (Photo: Lisa Junghans)

Pourtant, l'ENM est en train d'avancer dans la mise en œuvre du projet dans d'autres communes de la Jamaïque. Déjà trois communautés – Orange Hill et Thompson Ville à Clarendon et Weir Pen à Manchester – ont des parcelles de démonstration mises en œuvre par des groupes d'agriculteurs. Une visite aux trois communautés effectuée le 28 Octobre par Panos Caraïbes, a révélé qu'ils ont été sensibilisés sur le projet, principalement par le biais de réunions communautaires. Bien que certains membres de la communauté ne soient pas au courant du projet, plusieurs avec qui nous avons discuté ont eu connaissance du projet. Il semblait y avoir un sentiment général de satisfaction pour le travail accompli dans le cadre du projet visant à accroître les options de gestion de l'eau et à améliorer les pratiques agricoles pour les paysans. Aucune opposition au projet, comme on l'a vu à Negril, n'a été notée.

5. Une présentation des trois nouveaux partenaires du Réseau des ONG membres du Fonds d'Adaptation

En Septembre 2014, le Réseau des ONG membres du Fonds d'adaptation a davantage élargi son réseau à trois autres pays en développement: la Jordanie, le Bénin et le Rwanda. Bien que le Bénin et la Jordanie soient en train de préparer actuellement leur projet pour le Fonds d'adaptation, au Rwanda il est déjà en cours d'exécution. Veuillez lire ci-dessous une présentation de nos nouveaux partenaires, qui, dans le cadre du Réseau des ONG membres du Fonds d'adaptation, prennent un rôle plus déterminant et constructif d'observateurs dans leurs pays respectifs.

La Jordanie

La Royal Marine conservation Society de la Jordanie (JREDS) a été fondée en 1993 comme la première et la seule organisation non gouvernementale jordanienne à but non-lucratif ayant comme mission de contribuer à la conservation et l'utilisation durable de l'environnement marin en Jordanie à travers des programmes de préservation, de sensibilisation, de plaidoyer et de développement durable. La JREDS croit que la connaissance du milieu marin et côtier est cruciale pour la protection durable de l'environnement marin, des écosystèmes et des espèces. En conséquence, La JREDS a investi dans le développement de programmes de recherche pour éclairer le processus de prise de décision concernant le développement socioéconomique durable au regard des conditions de vie des populations d'Aqaba. En outre, le programme de sensibilisation de la JREDS est en train d'influer sur le changement de comportement grâce à une variété de mesures, incluant des campagnes de salubrité; des programmes d'éducation environnementale, et le partenariat avec le secteur privé. Après avoir été accréditée par la Fondation pour l'Éducation à l'Environnement (FEE), la JREDS a placé la Jordanie au premier rang des pays du Moyen-Orient dans les programmes d'éducation environnementale. Ces programmes englobent les Eco-écoles, le label Clef Verte, le Drapeau Bleu et les Jeunes Reporters.



Les 7kilomètres de plage à Ngril. La photo montre clairement la plage étroite, la conséquence de l'érosion côtière. (Photo: Lisa Junghans)

En outre, la JREDS a réussi à élaborer des normes d'éco-camp dans le désert qui ont été approuvées et adoptées au niveau international. Depuis sa création, la JREDS a développé son travail, de manière quantitative et qualitative, et a contribué efficacement aux efforts de développement durable en Jordanie. En partenariat avec les partenaires nationaux, régionaux et internationaux plusieurs projets ont été mis en œuvre par la JREDS qui a réussi à marquer sa présence au niveau régional. La JREDS est fière de son personnel hautement qualifié, et travaille à la poursuite du renforcement des capacités et de la performance professionnelle de son personnel.

Le Bénin

Jeunes Volontaires pour l'Environnement International (JVE) est présent dans plus de 20 pays en Afrique. JVE Bénin est une organisation fondée en 2004 qui travaille dans la protection de l'environnement et contribue au bien-être et au développement intégral des groupes vulnérables. Au Bénin, il travaille sur trois thématiques principales:

1. La promotion de technologies d'énergies nouvelles et renouvelables en distribuant des lampes solaires.
2. La sensibilisation et le plaidoyer sur les questions climatiques et les négociations sur les changements climatiques. Il fait la promotion de mesures basées sur l'adaptation communautaire et écosystémique afin de renforcer la résilience des groupes vulnérables.
3. la mise en œuvre de la GIRE par l'approche négociée

Le Fonds d'adaptation a financé un projet ambitieux appelé « l'adaptation de l'écosystème lagunaire de Cotonou et des communautés humaines à l'élévation du niveau de la mer et aux impacts des phénomènes météorologiques extrêmes ». Ce projet permettra aux résidents de la lagune de Cotonou de s'adapter aux effets des changements climatiques dans leur environnement et contribuera grandement à l'amélioration de la zone du projet.

Nous attendons à ce que JVE Bénin joue un rôle clé dans ce processus. Depuis mai 2014, nous avons eu des réunions régulières avec le responsable de l'ENM, en assurant le suivi du processus avec lui. Nous allons coordonner une analyse critique des OSC afin que nous puissions veiller à ce que le projet soit bien géré.

Le Rwanda

L'Association pour la Conservation de la Nature au Rwanda (ACNR) est une organisation nationale non gouvernementale qui a été fondée en Août 1992, dans le cadre de la mise en œuvre au Rwanda de la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement. L'ACNR travaille dans la promotion de la préservation de la biodiversité par la gestion participative et durable des ressources naturelles au Rwanda. Ces interventions se concentrent sur le développement et la mise en œuvre des programmes, stratégies et projets pour veiller à ce que les écosystèmes (forêts, zones humides, ..), en particulier les zones importantes de biodiversité et de conservation des oiseaux (ZICO) soient préservées et protégées, afin de prendre en compte leur santé et leur intégrité dans les efforts d'amélioration des moyens de subsistance.

L'ACNR entreprend des recherches pour améliorer les connaissances scientifiques et comprendre le fonctionnement de la biodiversité et des écosystèmes, développe et met en œuvre une éducation environnementale solide et un programme de sensibilisation du public, et contribue activement à l'amélioration des politiques et des lois nationales relatives aux questions environnementales. L'ACNR est aussi une grande organisation associative qui a une excellente expérience dans le travail avec les communautés. Elle a mis sur pied et donné des pouvoirs à des clubs forts qui œuvrent pour la protection

de la nature dans les écoles et aux organisations communautaires appelés Groupes de Protection locaux (GPL), qui abordent les défis communs et majeurs de protection et de moyens de subsistance autour des ZICO.

Grâce à la mise en œuvre des différents projets d'adaptation aux changements climatiques au Rwanda, l'ACNR est à la pointe des efforts pour identifier et comprendre les impacts des changements climatiques, la vulnérabilité et les mesures d'adaptation. Il renforce la capacité des communautés locales à faire face aux effets des changements climatiques sur les différents secteurs économiques et les activités humaines.

Plus d'informations sur le réseau AF NGO Network peuvent être trouvées à l'adresse:

www.af-network.org

Le site contient également des ressources telles que le projet Tracker des projets du Fonds d'adaptation de Germanwatch, des bulletins d'information et rapports sur les réunions du Conseil du Fonds d'Adaptation ainsi que d'autres rapports.



Contact :

AF NGO Network, c/o Germanwatch:
Lisa Junghans, junghans@germanwatch.org
www.af-network.org

Soutenu par :

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'International Climate Initiative.



Ministère fédéral de l'Environnement,
de la Protection de la Nature
et de la Sécurité nucléaire

en vertu d'une décision du Parlement
de la République fédérale d'Allemagne